

"Sortie d'Église"

Sortie de la corporation de droit public ecclésiastique et rejet de l'appartenance à l'Église catholique-romaine sacramentellement constituée

Principes - Directives - Conséquences

Dans le diocèse de Bâle, l'appartenance à l'Église catholique-romaine sacramentellement constituée et la qualité de membre de la corporation de droit public ecclésiastique vont de pair. Le diocèse de Bâle s'en était déjà tenu à ce principe en 2009 dans une déclaration au sujet de la sortie d'Église¹. Poursuivant sur cette même ligne, le présent document remplace celui de 2009 ainsi que les recommandations de 2001.

L'intensité avec laquelle chaque catholique vit cette ("double") appartenance ecclésiale diffère d'une personne à l'autre. Par conséquent, dans la pastorale comme dans le travail des autorités de droit public ecclésiastique, les contacts avec des catholiques qui veulent "sortir" ou qui sont "sortis de l'Église" s'avèrent souvent complexes. Voilà pourquoi le diocèse de Bâle met ces recommandations à disposition. Elles ont été élaborées au sein de la curie diocésaine en collaboration avec des membres des exécutifs cantonaux de droit public ecclésiastique.

Ces recommandations offrent une orientation face à ce que l'on appelle communément "sorties d'Église" et entend clarifier le langage employé en introduisant l'usage des termes "sorties" et "rejet de l'appartenance". La partie A présentera les principes canoniques (= du droit de l'Église). La partie B clarifiera la manière de traiter les déclarations de sortie dans les paroisses et les communes ecclésiastiques. Nous présenterons ensuite les directives du diocèse de Bâle concernant la manière d'agir des agents pastoraux (partie C) et les aspects financiers (partie D).

Les directives canoniques de ce document ont été promulguées par l'évêque diocésain le 30 septembre 2013 et elles entrent en vigueur pour tout le diocèse de Bâle le 1^{er} octobre 2013.²

Les exécutifs cantonaux de droit public ecclésiastique des cantons diocésains ont pris connaissance de ces principes et directives. Ils recommandent aux communes ecclésiastiques d'adopter les procédures proposées, de sorte que la pratique soit unifiée dans tout le diocèse de Bâle. En outre, elles se chargent d'informer les communes ecclésiastiques des particularités propres à leur canton.

Partie A - Sortie et rejet de l'appartenance : Principes

Chaque personne baptisée catholique-romaine est membre de l'Église catholique-romaine (par la réception du baptême) et dans le diocèse de Bâle, elle est également membre de la corporation de droit public ecclésiastique des catholiques (commune ecclésiastique du lieu de domicile). La qualité de membre de l'Église et de la corporation ainsi que les conditions d'appartenance sont réglées différemment. Les considérations qui suivent précisent les principes théologiques et de

¹ Sortie d'Église : Déclaration du diocèse de Bâle au sujet de la qualité de membre de l'Église et de l'appartenance aux institutions de droit ecclésiastique, 22 octobre 2009.

² Sur la base de la norme particulière sur les "subsidia ecclesiae" (soutien financier de l'Église par les fidèles) adjointe au CIC 1983 par la Conférence des évêques suisses du 3 juillet 1985 et promulguée dans la SKZ 29-30/1985, p. 473.

droit public ecclésiastique sur lesquels reposent respectivement la sortie de la corporation et le rejet de l'appartenance à l'Église sacramentellement constituée.

1. Sortie de la corporation : principes de droit public ecclésiastique

1.1 Emploi des termes

Corporation désigne une association de personnes reconnue par l'État et disposant de capacité juridique (personnalité juridique). Dans les cantons du diocèse de Bâle, les catholiques se sont unis pour former des corporations. Elles jouissent de la reconnaissance de droit public en tant que communautés religieuses. Comme ces corporations sont régies par le droit étatique mais poursuivent des buts ecclésiaux, elles sont appelées corporations de droit public ecclésiastique. A l'échelon local, les corporations de droit public ecclésiastique sont désignées par le terme de commune ecclésiastique³ et l'échelon cantonal, on parle assez souvent d'"Églises nationales"⁴.

Sortie de la corporation Dans le diocèse de Bâle, tout baptisé catholique est également membre de la corporation de droit public ecclésiastique de son lieu de domicile. Formellement, on en devient membre en s'annonçant en tant que catholique auprès de la commune municipale. Selon le droit étatique, chaque membre a le droit de déclarer sa sortie de cette corporation sans indiquer de motif. Une sortie de la corporation de droit public ecclésiastique en tant qu'acte relevant du droit public⁵ ne peut être assimilée dans tous les cas à un rejet de l'appartenance à l'Église sacramentellement constituée.⁶

1.2 La qualité de membre de la corporation de droit public ecclésiastique

Dans les cantons du diocèse de Bâle, les corporations de droit public ecclésiastique des catholiques jouissent de la reconnaissance de droit public, reconnaissance ancrée dans chacune des constitutions cantonales. Les catholiques ont créé les structures de droit public ecclésiastique (corporations) organisées démocratiquement et exigées par l'État pour bénéficier de cette reconnaissance. Dans le diocèse de Bâle, tout catholique, en tant que membre de l'Église, appartient à une paroisse et est en même temps membre de la corporation de droit public ecclésiastique de son lieu de domicile (principe de territorialité).

Les corporations de droit public ecclésiastique correspondant au niveau communal sont les communes ecclésiastiques. Elles sont régies selon des principes démocratiques et relevant du droit étatique et ont reçu de l'État le droit de percevoir des impôts ecclésiastiques. Les membres ont, d'une part, le droit de vote et d'éligibilité⁷, et, d'autre part, l'obligation de payer des impôts ecclésiastiques. Une personne qui, en raison d'une situation de détresse financière avérée, n'est pas en mesure de remplir cette obligation ou ne peut le faire que partiellement, n'en perd pas pour autant sa qualité de membre.

Les attributions d'une commune ecclésiastique consistent essentiellement à mettre à disposition les principes matériels nécessaires à la pastorale et à la vie de l'Église. En plus du domaine du culte, cela englobe également des missions de l'Église dans le domaine social et dans celui de la formation, ainsi qu'une contribution aux tâches du diocèse à différents niveaux.

³ C'est le cas dans le canton du Jura, mais le canton de Berne utilise le terme "paroisse".

⁴ C'est le cas du canton de Berne, mais le canton du Jura parle de Collectivité ecclésiastique cantonale.

⁵ La jurisprudence ecclésiastique souligne expressément que cet acte ne doit pas être automatiquement considéré comme un acte de foi.

⁶ Concernant le rejet de l'appartenance à l'Église sacramentellement constituée, v. plus bas au chapitre 2.

⁷ Le droit de vote et d'éligibilité est réglé différemment selon les cantons.

1.3 Coopération dans l'Église ("système dual")

Grâce à la collaboration (niveau de l'organisation) entre les organes canoniques et ceux qui sont régis par le droit public ecclésiastique et grâce aux moyens financiers qui sont à disposition par le biais des impôts ecclésiastiques, la vie de l'Église dans le diocèse de Bâle a pu se développer de manière variée. L'évêque de Bâle attend non seulement des catholiques un attachement loyal au pape et à l'évêque de ce lieu, mais aussi qu'ils soient membres de la corporation de droit public ecclésiastique. Dans le diocèse de Bâle, l'un ne va pas sans l'autre.

L'assujettissement à l'impôt lié à l'appartenance à la corporation des catholiques correspond au devoir des fidèles prévu par le droit canonique d'apporter des contributions matérielles à la vie de l'Église.⁸

Cet assujettissement correspond également à la conception fédéraliste, démocratique et basée sur le principe de subsidiarité de l'État, conception selon laquelle tous les citoyens participent de façon proportionnelle aux charges financières en faveur du bien commun et respectent les réglementations entrées en vigueur par une décision majoritaire, conformément au droit.

Aujourd'hui, en plus de mener une vie chrétienne (confesser la foi et recevoir les sacrements) et d'entretenir une relation de loyauté vis-à-vis du collège des évêques, être membre de la corporation de droit public ecclésiastique est également une confession publique d'appartenance à l'Église catholique-romaine qui prend valeur de témoignage.

1.4 Sortie de la corporation de droit public ecclésiastique

En cas de fin d'appartenance à la corporation de droit public ecclésiastique, on parle dans le droit étatique de sortie. Sur la base de la liberté de croyance et de conscience (art. 15 CF et art. 9 de la Convention européenne des droits de l'homme), une sortie peut avoir lieu en tout temps, sans condition ni justification.⁹ Une sortie est une manifestation de la volonté dont la réception doit être attestée ; elle prend effet le jour qui suit la réception de la déclaration de sortie.¹⁰ Il est donc recommandé de conserver l'enveloppe comme pièce justificative de la réception et d'indiquer la date de réception sur la déclaration de sortie.

Les réglementations précises concernant la sortie des corporations de droit public ecclésiastique dans les dix cantons diocésains se trouvent dans leurs constitutions et textes législatifs respectifs.

Toute personne qui sort de la corporation de droit public ecclésiastique "perd tous les droits et est libérée de tous les devoirs qu'elle avait vis-à-vis de l'Église en vertu du droit étatique".¹¹ Pour l'Église catholique-romaine, cela concerne l'assujettissement à l'impôt ecclésiastique et le droit de vote et d'éligibilité dans les corporations de droit public ecclésiastique. Chaque Église ou communauté religieuse doit clarifier elle-même la signification que revêt pour elle une telle sortie.¹²

Selon le Tribunal fédéral, "une sortie d'Église ayant pour seul but d'économiser des impôts est admissible. Cependant, une telle sortie apparaît comme un abus de droit lorsque la personne sortant de l'Église continue de profiter sans limite des prestations financées par l'Église nationale. Il faut toutefois que l'autorité ecclésiastique apporte la preuve d'un tel comportement contradictoire."¹³

⁸ V. plus bas au chapitre 2.2.

⁹ Selon le Tribunal fédéral, il faut s'en tenir à la nouvelle jurisprudence "selon laquelle une sortie de l'organisation de droit public ecclésiastique doit être considérée comme valable et qu'on ne doit pas exiger en plus une sortie de la confession catholique-romaine". V. Bundesgericht 2C 406/2011, Urteil vom 9. Juli 2012, E 8. Les formulations citées ne tiennent pas compte des distinctions faites au sein de l'Église et parlent en général de sortie d'Église.

¹⁰ V. Bundesgericht 2C 382/2008, Urteil vom 12. November 2008, Ziffern 3.2 bzw. 4.2.

¹¹ Bundesgericht 2C 406/2011, Urteil vom 9. Juli 2012, E 8.

¹² V. BGE 134 I 75ff., E 6.

¹³ V. Bundesgericht 2C 406/2011, Urteil vom 9. Juli 2012, E 10.

L'autorité de droit public ecclésiastique doit confirmer la sortie par écrit à la personne qui désire sortir de la corporation de droit public ecclésiastique en lui indiquant quelles sont les conséquences de cet acte. Chaque sortie doit être annoncée à la cure catholique-romaine correspondante et à la commune municipale.

2. Rejet de l'appartenance à l'Église sacramentellement constituée : Principes théologiques et canoniques

2.1 Emploi des termes

Église désigne, dans la compréhension de l'Église catholique-romaine, sa propre communauté de croyants basée sur la confession chrétienne, les sacrements et la structure épiscopale. Elle s'applique à elle-même l'image de peuple de Dieu et de Corps du Christ et confesse qu'elle est constituée d'une partie visible et d'une partie invisible indivisiblement unies l'une à l'autre. L'appartenance à l'Église (qualité de membre) découle du baptême.

Rejet de l'appartenance à l'Église sacramentellement constituée désigne un acte (volontaire) qu'une personne fait en son for intérieur. Un fidèle se détourne intérieurement de son Église. Il ne partage plus sa foi. Il ne veut plus appartenir à cette Église (loyauté envers les pasteurs) et ne participe plus à ses actions (ne reçoit aucun sacrement). Cet acte intérieur peut s'exprimer de différentes façons auxquelles correspondent différentes conséquences juridiques.¹⁴ Pour l'Église, le rejet de l'appartenance est un acte moralement grave.

2.2 La qualité de membre de l'Église catholique-romaine

Le critère déterminant l'appartenance à l'Église est le baptême. Dans la conception de l'Église, tout baptisé est et demeure relié à Jésus Christ, incorporé à l'Église de Jésus Christ et rempli de l'Esprit Saint. Le baptême constitue le fondement de la participation à la vie de l'Église et plus particulièrement pour la réception des autres sacrements (v. can. 204 et can. 849 CIC). Toute personne baptisée dans l'Église catholique-romaine ou toute personne déjà baptisée admise en son sein a part à la mission du peuple chrétien dans l'Église et dans le monde (v. Vatican II, *Lumen Gentium* 31). Les catholiques jouissent de tous les droits fondamentaux, tel que le prévoit l'Église catholique-romaine¹⁵ Ces droits sont indissociablement unis aux devoirs fondamentaux (canons 208 à 231 CIC).¹⁶

¹⁴ a) Si le rejet intérieur ne se manifeste en *aucune* manière à l'extérieur, il n'a aucune conséquence sur le plan extérieur.

b) Lorsque le rejet intérieur s'exprime à l'extérieur par une claire négation de la foi en elle-même, de certains contenus de foi ou par un refus de tout lien avec l'autorité ecclésiastique, ce rejet relève de la catégorie des délits ecclésiastiques que sont l'apostasie, l'hérésie ou le schisme et est passible des sanctions canoniques correspondantes (v. can. 751 CIC).

c) Un rejet dans le for intérieur peut aussi s'exprimer par une sortie de la corporation de droit public ecclésiastique. Si la sortie est motivée par ce qui est mentionné en b), les sanctions juridiques correspondantes s'appliquent. Si la sortie est motivée par un cas de conscience, les sanctions juridiques dépendent de l'accomplissement des devoirs fondamentaux (v. 2.2.).

¹⁵ La liste comprend les droits fondamentaux suivants : a) le can. 208 parle d'abord de l'égalité fondamentale de tous les fidèles quant à la dignité et à l'activité, b) le can. 211 garantit le droit de tous de travailler à répandre l'Évangile, c) le can. 212 fixe le droit de pétition et de liberté d'expression de l'opinion, d) le can. 213 mentionne le droit de recevoir des biens spirituels, en particulier l'annonce de la Parole de Dieu et les sacrements, e) le can. 214 garantit le droit de célébrer selon leur propre rite et de mener leur propre forme de vie spirituelle, f) le can. 215 garantit la liberté d'association et de réunion, g) le can. 216 le droit à l'activité apostolique, h) le can. 217 le droit à une éducation chrétienne, i) le can. 218 le droit à la liberté de recherche et d'enseignement, j) le can. 219 le droit au libre choix de l'état de vie, k) le can. 220 le droit à la bonne réputation et à la protection de la sphère privée, lequel inclut aussi la protection des données personnelles, et l) le can. 221 garantit le droit à la protection juridique.

¹⁶ Voici un résumé des devoirs fondamentaux : a) le can. 209 parle du devoir de garder la communion avec la communauté ecclésiale, b) le can. 210 mentionne le devoir de mener une vie sainte et de promouvoir la croissance et la sanctification de l'Église, c) le can. 212 § 1 le devoir d'obéissance au magistère ecclésial, d) le can. 222 § 1 le devoir de subvenir aux besoins matériels de l'Église, e) le can. 222 § 2 le devoir de promouvoir la justice sociale et de soutenir les pauvres. Pour terminer, le can. 223 § 1 mentionne des limites générales à l'exercice des droits

Parmi les devoirs fondamentaux, le droit canonique stipule entre autres dans le can. 222 :

§ 1. *"Les fidèles sont tenus par l'obligation de subvenir aux besoins de l'Église afin qu'elle dispose de ce qui est nécessaire au culte divin, aux œuvres d'apostolat et de charité et à l'honnête subsistance de ses ministres."*

§ 2 *"Ils sont aussi tenus par l'obligation de promouvoir la justice sociale et encore, se souvenant du commandement du Seigneur, de secourir les pauvres sur leurs revenus personnels."*¹⁷

Dans le chapitre sur les biens temporels, le droit canonique souligne dans le can. 1260 que *"L'Église a le droit inné d'exiger des fidèles ce qui est nécessaire à ses fins propres."* En lien avec le can. 222, le can. 1261 § 2 stipule que *"L'Évêque diocésain est tenu d'avertir les fidèles de l'obligation dont il s'agit au can. 222, § 1, et d'en urger l'application de manière opportune."*

Dans le diocèse de Bâle, cela s'applique comme suit : Le devoir canonique d'apporter une contribution matérielle à l'Église (can. 222 § 1 CIC) est rempli par les fidèles par l'assujettissement à l'impôt ecclésiastique en tant que membres de la corporation communale de droit public ecclésiastique. Les revenus issus des impôts ecclésiastiques ont permis, durant les années passées, de mettre en place des services et des institutions ecclésiastiques qui sont précieuses également pour la société et l'État. Ils ont garanti la sécurité financière du personnel ecclésiastique et permis l'entretien des infrastructures. C'est ce que souligne ainsi le "Pastoraler Entwicklungsplan Bistum Basel - 2006" : *"C'est pourquoi les catholiques apportent leur contribution matérielle par le biais des impôts ecclésiastiques. Par des dons, ils soutiennent en outre de nombreuses tâches de l'Église."*¹⁸

2.3 Rejet de l'appartenance à l'Église catholique-romaine

Le sacrement du baptême est un don de Dieu irrévocable. Dieu ne revient pas sur son engagement. Les catholiques qui se détournent de l'Église sacramentellement constituée restent baptisés et membres de l'Église, mais leurs droits s'en trouvent restreints. En reconnaissant la liberté de religion (par le 2^e concile du Vatican), l'Église respecte la déclaration d'un-e catholique qui dit ne plus vouloir appartenir à l'Église catholique-romaine

La déclaration de rejet de l'appartenance à l'Église sacramentellement constituée représente un acte officiel qui exprime une volonté consciente de se détourner de l'Église et constitue un manquement grave vis-à-vis de la communion ecclésiale. Celui ou celle qui déclare à l'instance ecclésiastique compétente le rejet de son appartenance contrevient par ce fait au devoir de garder la communion sacramentelle avec l'Église (can. 209 § 1 CIC) et de confesser la foi en étant loyalement uni au collège des évêques. Il ou elle contrevient également au devoir d'apporter sa contribution financière afin que l'Église puisse accomplir les tâches qui sont les siennes (can. 222 § 1 CIC en lien avec le can. 1263 CIC).¹⁹

fondamentaux qu'il faut prendre en compte, telles que le bien commun de l'Église, le droit des autres et les devoirs propres à chacun vis-à-vis de l'Église.

¹⁷ Les fins ecclésiastiques auxquelles le can. demande de contribuer recouvrent ce que mentionne le can. 1254 : "§ 1 L'Église catholique peut, en vertu d'un droit inné, acquérir, conserver, administrer et aliéner des biens temporels, indépendamment du pouvoir civil, pour la poursuite des fins qui lui sont propres. § 2 Ces fins propres sont principalement : organiser le culte public, procurer l'honnête subsistance du clergé et des autres ministres, accomplir les œuvres de l'apostolat sacré et de charité, surtout envers les pauvres."

¹⁸ Den Glauben ins Spiel bringen. Pastoraler Entwicklungsplan Bistum Basel 4.4.1 : Den notwendigen Beitrag für die materiellen Grundlagen leisten.

¹⁹ Il est fait référence ici au décret correspondant de la Conférence des évêques allemands. Le texte dit ceci à propos de la situation en Allemagne : "La déclaration de sortie d'Église déposée devant l'autorité civile compétente représente en tant qu'acte officiel une distanciation de l'Église exprimée en pleine connaissance de cause et constitue un manquement grave vis-à-vis de la communion ecclésiale. Celui ou celle qui déclare sa sortie d'Église devant l'autorité civile compétente, pour quelque raison que ce soit, contrevient au devoir de garder la communion avec l'Église (can. 209 § 1 CIC) et au devoir d'apporter sa contribution financière afin que l'Église puisse accomplir les tâches qui sont les siennes (can. 222 § 1 en lien avec les canons 1260, 1262, 1263 CIC)". V. "Allgemeines Dekret der Deutschen Bischofskonferenz zum Kirchenaustritt", approuvé et mis en vigueur par la Conférence des évêques

Une personne qui s'est détournée ainsi de l'Église a, durant toute sa vie, la possibilité de se tourner à nouveau vers l'Église et de se réconcilier sacramentellement avec elle.

2.4 Rester dans l'Église sacramentellement constituée malgré une sortie de la corporation de droit public ecclésiastique en raison d'un cas de conscience

Comme dans d'autres diocèses de Suisse, l'appartenance à l'Église et le fait d'être membre de la corporation de droit public ecclésiastique vont de pair. Par leur appartenance aux corporations de droit public ecclésiastique, les catholiques du diocèse de Bâle remplissent le devoir qui incombe à tous les fidèles de subvenir au financement des besoins de l'Église (conformément au can. 222 § 1 CIC). Sortir de la corporation de droit public ecclésiastique mais sans se détourner de l'Église en son for intérieur constitue par conséquent, du point de vue ecclésial, une atteinte à l'ordre en vigueur dans le diocèse.

Du point de vue de l'Église, cette atteinte à l'ordre en vigueur dans le diocèse est admise lorsqu'il s'agit d'un cas de conscience. La volonté de continuer d'appartenir à l'Église catholique-romaine doit cependant non seulement être exprimée clairement mais aussi matériellement.²⁰ Cela signifie qu'un catholique qui est sorti de la corporation de droit public ecclésiastique doit se montrer solidaire en apportant sa contribution financière à sa communauté. En de tels cas, dans le diocèse de Bâle, les versements annuels au fonds diocésain de solidarité (d'un montant correspondant à celui des impôts ecclésiastiques) permettent d'accomplir le devoir de solidarité qui n'est dès lors plus rempli ordinairement par le paiement des impôts ecclésiastiques. L'ordinariat diocésain gère ce fonds de solidarité et le registre nominatif correspondant.

On ne saurait prétendre de bonne foi que l'on se trouve lié par la foi à l'Église et à l'évêque sans assumer aussi vis-à-vis de ce même évêque une coresponsabilité matérielle et financière pour l'Église. En conséquence, toute personne qui ne remplit pas ce devoir de solidarité par sa contribution ecclésiastique, voit ses droits limités.²¹

En cas de difficultés financières avérées, personne ne doit toutefois être pénalisé.²²

Partie B - Directives diocésaines pour le traitement des déclarations de sortie

Les directions des paroisses²³ sont tenues d'observer les directives diocésaines suivantes.²⁴ Dans le but de parvenir à une pratique unifiée au niveau du diocèse, il est recommandé aux autorités de droit public ecclésiastique de procéder conformément à ces directives (et aux modèles de lettres). Il est donc souhaitable que la direction de la paroisse et l'autorité de droit public ecclésiastique collaborent au mieux dans le traitement des déclarations de sortie.

En cas de déclaration de sortie, les directions des paroisses sont vivement encouragées à rechercher le dialogue afin d'en connaître les raisons et d'occasionner un éventuel changement d'opinion. Elles respecteront néanmoins finalement l'intention de la personne.

allemands le 24 septembre 2012, reconnu par la Congrégation pour les évêques au Vatican le 28 août 2012, passage cité au paragraphe I.

²⁰ C'est dans ce sens que le diocèse de Bâle interprète aussi le considérant 10 du Tribunal fédéral à propos d'une sortie constituant un abus de droit (v. plus haut).

²¹ V. plus bas au chapitre 7.

²² L'aspect d'équité des systèmes fiscaux vaut également pour le fonds de solidarité de par son lien direct à l'impôt ecclésiastique, puisque chacun verse un montant proportionnel à son revenu et à sa fortune.

²³ Dans les paroisses pourvues d'une direction ordinaire, la responsabilité incombe au curé ou à l'administrateur paroissial ; dans les paroisses pourvues d'une direction extraordinaire, elle incombe au responsable de communauté.

²⁴ Les missionnaires des missions linguistiques sont également tenus d'observer ces directives dans leur collaboration avec les directions des paroisses quant à ces questions.

En présence d'une situation de difficultés financières, il faut d'abord recourir à la possibilité de l'exonération d'impôts offerte dans le cadre des dispositions légales et, éventuellement, offrir d'autres soutiens.

3. Procédure à suivre en cas de déclaration de sortie mentionnant un rejet de l'appartenance à l'Église

Un rejet intérieur de l'Église sacramentellement constituée est exprimé, p. ex., lorsqu'un changement de communauté religieuse est annoncé ou qu'une personne motive expressément sa sortie par le fait qu'elle ne partage plus la doctrine de la foi de l'Église catholique-romaine et/ou ne plus avoir aucun lien avec le pape et les évêques. Si quelqu'un déclare sa "sortie d'Église" sans donner d'autre précision, il s'agit généralement d'un rejet de l'appartenance. En cas de doute, il faut en parler avec la personne.

En réponse au courrier de la personne qui désire "sortir de l'Église", la direction de la paroisse (il est souhaitable que le président de la commune ecclésiastique s'y associe) communiquera par une lettre à cette personne que sa volonté sera respectée. Cette lettre devra lui expliquer quelles seront les conséquences de son rejet d'appartenance et signaler qu'une réconciliation avec l'Église est possible en tout temps.

Cette confirmation se fera selon le modèle de lettre A : Sortie de la corporation de droit public ecclésiastique et rejet de l'appartenance à l'Église sacramentellement constituée. Ce modèle de lettre contient les aspects de droit public ecclésiastique et de droit canonique car il est souhaitable que les deux structures mènent cette procédure conjointement.²⁵

4. Procédure à suivre en cas de déclaration de sortie de la corporation de droit public ecclésiastique uniquement

Ce courrier (rédigé par l'autorité parentale pour les enfants de moins de 16 ans) contient la claire expression que la personne veut sortir de la corporation de droit public ecclésiastique mais qu'elle ne se détourne pas de l'Église sacramentellement constituée.

La direction de la paroisse confirme (il est souhaitable que le président de la commune ecclésiastique s'y associe) la réception de la lettre et communique à la personne que son courrier sera, d'une part, transmis au vicaire général et que, d'autre part, l'autorité de droit public ecclésiastique confirme la sortie de la corporation de droit public ecclésiastique et l'annonce à la commune municipale. Dans ce cas, on utilisera le modèle de lettre B : "Sortie de la corporation de droit public ecclésiastique sans rejet de l'appartenance à l'Église sacramentellement constituée".

Le vicaire général envoie ensuite à la personne qui a déclaré sa sortie la convention écrite qui lui permettra de remplir son devoir de solidarité par le biais du fonds diocésain de solidarité. Cette lettre contient une présomption légale fixant un délai au cas où la lettre ne serait suivie d'aucune réaction.

Si la convention concernant le devoir de solidarité est mise en œuvre, il appartient au vicariat général de réclamer chaque année le versement de la contribution de solidarité, de confirmer la réception de cette contribution et d'inscrire la personne dans le registre créé à cet effet. La confirmation peut être utilisée comme justificatif attestant que le devoir de solidarité est bien rempli.²⁶ Les paroisses ou les autorités des communes ecclésiastiques peuvent s'adresser au

²⁵ Les missions linguistiques n'ont pas d'accès automatique aux données personnelles des communes municipales, des communes ecclésiastiques et des cures. Par conséquent, elles ne connaissent l'appartenance à la corporation de droit public ecclésiastique d'une personne qui participe à la vie de la mission que lors d'un entretien personnel. Les paroisses sont donc tenues d'informer les missionnaires en leur faisant parvenir une copie de la lettre de confirmation. De leur côté, les missionnaires sont tenus d'annoncer les irrégularités qu'ils constatent aux paroisses.

²⁶ Cette confirmation n'est expressément pas valable comme attestation de don auprès de l'autorité fiscale.

vicariat général pour demander si une personne de leur paroisse ou de leur commune ecclésiastique a payé sa contribution.

Si aucune convention n'entre en vigueur ou que la lettre n'est suivie d'aucune réaction, il faut considérer que cette personne ne remplit pas son devoir de solidarité ; en conséquence, ses droits sont donc limités.²⁷

Partie C - Directives juridiques et conséquences pastorales

Les considérations suivantes régissent le comportement attendu de la part des agents pastoraux dans le diocèse de Bâle vis-à-vis de catholiques qui ont rejeté leur appartenance à l'Église sacramentellement constituée ou dont les droits de participation sont limités en raison de leur refus de remplir leur devoir de solidarité.

Tant que ces personnes ne se réconcilient pas avec la communauté ecclésiale, elles ne peuvent prétendre bénéficier d'aucun service ecclésial ou que de manière limitée.

L'évêque a pour objectif de parvenir à un comportement unifié des agents pastoraux vis-à-vis des catholiques qui se sont détournés de l'Église. C'est pourquoi il promulgue les directives suivantes qui sont entrées en vigueur au moyen des décrets "Conséquences juridiques du rejet de l'appartenance à l'Église catholique-romaine sacramentellement constituée" et "Conséquences juridiques si le devoir de solidarité n'est pas rempli", décrets entrés en vigueur le 1^{er} octobre 2013.

5. Le principe du souci du salut

Le dernier canon du CIC 1983 postule que l'action pastorale est accomplie "en observant l'équité canonique et sans perdre de vue le salut des âmes qui doit toujours être dans l'Église la loi suprême" (can. 1752). Ce principe doit être la ligne de conduite, même en cas de rejet de l'appartenance à l'Église sacramentellement constituée.

La mission que l'Église déploie dans les domaines fondamentaux de l'annonce, de la liturgie et de la diaconie doit être accomplie en faveur des membres de l'Église, mais elle s'adresse également au-delà à toute la société.²⁸ C'est aussi rendre témoignage à la foi que de la faire entrer en interaction avec la société.

Dans les services pastoraux que nous offrons, il faut faire une distinction entre les catholiques qui se sont détournés de la communauté ecclésiale pour différentes raisons et leur famille. La parenté des catholiques qui se sont détournés de l'Église, et même ces derniers, restent confiés aux soins fraternels de la communauté ecclésiale. Les attitudes de ces deux groupes de personnes doivent être respectées.

Les agents pastoraux s'engageront plus particulièrement là où ils soupçonnent qu'une situation de détresse morale pourrait se cacher derrière une déclaration de sortie (lutte avec la foi chrétienne ou suites de graves conflits). Il faut éviter les réactions négatives. Les expériences faites avec les personnes qui "sortent de l'Église" doivent venir nourrir la conception de la pastorale.

La valeur spirituelle des services pastoraux ne peut pas être établie matériellement. C'est pourquoi les services ecclésiaux offerts aux catholiques, même s'ils se sont détournés de l'Église, ne doivent pas être soumis à la logique économique que l'on appliquerait à des prestations.²⁹

²⁷ V. plus bas, chapitre 7.

²⁸ V. Évangile selon S. Matthieu 28,19 s. et Den Glauben ins Spiel bringen. Pastoraler Entwicklungsplan Bistum Basel, 3: Uns in die Sorge Gottes für die Welt hineinnehmen lassen.

²⁹ Au sujet des indemnités financières, v. plus bas, partie D - Questions financières.

Toute personne qui, après s'être détournée de l'Église, désire s'en rapprocher à nouveau, demandera un entretien avec la direction de la paroisse de son domicile. Lors d'un tel entretien, il faut tenir compte des éléments suivants :

1. Un entretien pastoral (en règle générale avec la direction de la paroisse) est de rigueur. Il convient d'examiner les motifs du rejet passé et les raisons conduisant à la demande de réconciliation.
2. Si la réconciliation est acceptée, on convient alors de la participation à une célébration dominicale durant laquelle la personne célébrera sa réconciliation avec l'Église (dans le secret de son cœur) et recevra la sainte communion. Cette célébration peut être précédée d'une confession sacramentelle. La cure informe alors l'autorité de droit public ecclésiastique de la réconciliation et signale qu'une déclaration de rentrée doit lui parvenir. (V. point 3)
3. La personne réconciliée déclare dans un courrier à l'autorité de droit public ecclésiastique sa rentrée dans la corporation de droit public ecclésiastique après avoir célébré sa réconciliation avec l'Église. Une copie de cette lettre sera envoyée à la cure. L'autorité de droit public ecclésiastique confirme la réception au moyen de la déclaration de réintégration et en informe la commune municipale.
4. La cure informe le vicariat général en lui envoyant une copie de la déclaration de réintégration (point 3).

Si la réconciliation a bien lieu, la personne concernée est à nouveau membre à part entière de l'Église sacramentellement constituée et de la corporation de droit public ecclésiastique, avec tous les droits et devoirs relatifs à chacune de ces deux appartenances.

Une personne qui est sortie de la corporation de droit public ecclésiastique tout en restant membre de l'Église sacramentellement constituée peut réintégrer en tout temps la corporation par une déclaration écrite. Cette déclaration doit être adressée à l'autorité locale de droit public ecclésiastique (commune ecclésiastique). Cette dernière informe de cette réintégration la commune municipale, la cure et le vicariat général du diocèse de Bâle.

6. Conséquences juridiques du rejet de l'appartenance à l'Église catholique-romaine sacramentellement constituée

L'expression écrite du rejet de l'appartenance à l'Église entraîne la limitation des droits ecclésiastiques.³⁰

Ce n'est que si chaque situation était examinée en détail qu'il serait possible de vérifier que, par suite de schisme, d'hérésie ou d'apostasie, une excommunication *latae sententiae* prendrait effet. Le diocèse de Bâle renonce à entreprendre de telles procédures, par conséquent il renonce aussi à toute annotation dans les registres de baptêmes.

6.1 Sacrement du baptême

Par le baptême de leur enfant, les parents prennent l'engagement de lui donner une éducation chrétienne et de lui donner l'exemple d'une vie chrétienne. Des parents qui se sont détournés de l'Église se trouvent en contradiction flagrante avec cet engagement. S'ils souhaitent faire baptiser leur enfant, il convient de différer le baptême tant qu'au moins un des parents ne s'est pas réconcilié avec l'Église et n'a pas réintégré la corporation de droit public ecclésiastique.

³⁰ Ces limitations sont les conséquences du fait que celui qui se détourne de l'Église (c'est-à-dire qui rompt les liens de communion par la profession de foi, par les sacrements et par la fidélité à l'évêque) est considéré, selon les termes du droit canonique, comme un pécheur public.

Les catholiques qui, en raison d'un cas de conscience, ne sortent que de la corporation de droit public ecclésiastique et remplissent leur devoir de solidarité (versement au fonds diocésain de solidarité) conservent les droits et devoirs propres à tous les membres de l'Église et ne sont pas concernés par les directives suivantes.

Après avoir clarifié les circonstances de manière approfondie, la direction de la paroisse peut faire une exception si des membres de la parenté, le parrain ou la marraine ou d'autres personnes de référence peuvent garantir à l'enfant une éducation chrétienne et être pour lui des modèles de foi (v. can. 868 § 1 n° 2).³¹

Lorsque des enfants en âge de scolarité dont les parents ont rejeté leur appartenance à l'Église désirent être baptisés, ils peuvent recevoir le baptême pour autant que les parents donnent leur accord. Il faut alors agir de telle sorte que dès son baptême, l'enfant devienne aussi membre de la corporation de droit public ecclésiastique. Dans le cas contraire, on peut envisager de différer le baptême.

La fonction de parrain ne peut pas être confiée à une personne qui a rejeté son appartenance à l'Église (v. can. 874 § 1). Selon le droit canonique, les parrains ne sont toutefois pas une condition au baptême (can. 872). Chaque personne présente lors de la célébration d'un baptême peut être témoin du baptême. Dans le rite du baptême, on ne demande pas aux témoins de déclarer leur disposition à faire entrer leur filleul-e dans la communauté chrétienne.³² En outre, ils sont inscrits dans le registre avec la mention "témoin du baptême".

6.2 Sacrement de la pénitence

Les catholiques qui se sont détournés de l'Église peuvent recevoir le sacrement de la pénitence s'ils regrettent leur rejet de l'Église et désirent redevenir pleinement membres de l'Église sacramentellement constituée.

Pour les enfants en âge de scolarité dont les parents se sont détournés de l'Église, les agents pastoraux entreront suffisamment tôt en dialogue avec les parents. Si l'enfant désire recevoir le sacrement, cela est possible avec l'accord des parents. Le cas échéant, il faut agir en sorte que l'enfant (et les parents) redevienne(nt) membre(s) de la corporation de droit public ecclésiastique.

6.3 Sacrement de l'eucharistie

Les catholiques qui se sont détournés de l'Église n'ont pas la permission de recevoir le sacrement de l'eucharistie, sauf en cas de danger de mort.

Pour les enfants en âge de scolarité dont les parents se sont détournés de l'Église, les agents pastoraux entreront suffisamment tôt en dialogue avec les parents. Si l'enfant désire recevoir le sacrement, cela est possible avec l'accord des parents. Le cas échéant, il faut agir en sorte que l'enfant (et les parents) redevienne(nt) membre(s) de la corporation de droit public ecclésiastique.

6.4 Sacrement de la confirmation

Les catholiques qui se sont détournés de l'Église n'ont pas la permission de recevoir le sacrement de la confirmation, sauf en cas de danger de mort.

Pour les enfants en âge de scolarité dont les parents se sont détournés de l'Église, les agents pastoraux entreront suffisamment tôt en dialogue avec les parents et le confirmand. Si les enfants sont mineurs, il est nécessaire d'obtenir l'accord des parents pour recevoir la confirmation (et pour que, si possible, l'enfant réintègre la corporation de droit public ecclésiastique).

Pour les personnes majeures, les conditions préalables sont la réconciliation avec l'Église et la réintégration de la corporation de droit public ecclésiastique.

Les catholiques qui se sont détournés de l'Église ne peuvent pas assumer la fonction de parrain ou marraine de confirmation (v. can. 892 et can. 893) ; en revanche, par analogie à la possibilité de devenir témoins de baptême, ils peuvent être acceptés comme témoins de la confirmation.

³¹ V. Diocèse de Bâle, Recommandations pour la pastorale du baptême (2002), en particulier p. 14-16 et p. 24-26 (disponible sur le site www.bistum-basel.ch/Dokumente-Formulare/Publikationen).

³² V. Rituel du baptême des petits enfants (1984), Notes doctrinales et pastorales, N° 10.

6.5 Sacrement du mariage

Les règles à appliquer sont celle du droit du mariage.

6.6 Sacrement de l'onction des malades

Les catholiques qui se sont détournés de l'Église n'ont pas la permission de recevoir le sacrement de l'onction des malades, sauf en cas de danger de mort et à condition que le mourant le désire.

6.7 Catéchèse

La catéchèse qui prépare à la réception d'un sacrement ne doit pas être suivie par des enfants qui ne peuvent pas recevoir ce même sacrement.

En ce qui concerne la catéchèse qui ne prépare pas à un sacrement, on procédera comme suit : Les enfants de familles qui se sont détournées de l'Église peuvent participer aux rencontres, pour autant qu'on ait constaté en discutant avec eux³³ et leurs parents que les motivations à les suivre étaient solides. Lors de tels entretiens, il convient aussi d'aider les parents à clarifier leur propre position à l'égard de la religion.³⁴

6.8 Offices et ministères ecclésiastiques

Les catholiques qui se sont détournés de l'Église ne peuvent exercer aucun office ecclésiastique.

Au cas où la personne exerce des ministères sur la base d'un mandat ecclésiastique (p. ex. lecteur, ministre auxiliaire de la communion), ce mandat prend fin avec le rejet de l'appartenance à l'Église.

6.9 Funérailles religieuses

En cas de demande de funérailles religieuses pour un catholique qui s'est détourné de l'Église, il faut toujours demander à la famille quelle était la volonté du défunt et, en principe, la respecter.

Si la famille a demandé une célébration religieuse des funérailles en raison de ses propres liens avec l'Église, les agents pastoraux peuvent proposer une célébration d'inhumation auprès de la tombe puis une célébration de la Parole à l'église ou dans la salle funéraire, à condition que cela ne soit pas en contradiction avec la volonté du défunt et ne cause aucun scandale public.

Si les proches du défunt se sont aussi détournés de l'Église ou au cas où des funérailles religieuses seraient en contradiction avec la volonté du défunt, ou encore si des funérailles religieuses causeraient un scandale public, les agents pastoraux peuvent refuser de célébrer des funérailles religieuses³⁵ ou alors célébrer une simple cérémonie d'inhumation auprès de la tombe ou dans la salle funéraire de la commune. Dans un tel cas, ils tiendront compte de la situation particulière dans la forme de la célébration en renonçant, selon la situation, aux éléments spécifiquement catholiques-romains (p. ex. vêtements liturgiques, bénédiction de la tombe, rites particulièrement explicites).

Les agents pastoraux accompagneront la famille en deuil avant, pendant et après les obsèques, pour autant qu'elle le désire (p. ex. visite de deuil, accompagnement pastoral après les obsèques).

6.10 Une pastorale au service de tous les catholiques

Les agents pastoraux sont tenus de donner des signes de la présence de Dieu dans les moments importants de la vie, même pour des baptisés catholiques-romains qui se sont détournés de

³³ Il ne faut toutefois pas placer la barre trop haut ; l'appartenance à un groupe peut constituer l'impulsion qui motive la participation. Toutefois, on devrait pouvoir percevoir au moins une disposition à collaborer et un certain intérêt.

³⁴ V. Den Glauben ins Spiel bringen. Pastoraler Entwicklungsplan Bistum Basel, 3.2.1 : Berufungen und Begabungen erkennen ; 3.2.2 : Persönliche Glaubenserfahrungen ermöglichen.

³⁵ V. à ce propos le can.1184 § 1 n° 3 CIC.

l'Église et pour autant qu'ils en fassent la demande en toute sincérité. De telles actions pastorales doivent être clairement distinguées des rituels des sacrements et des sacramentaux. La responsabilité de ces actes pastoraux incombe à la direction de la paroisse dans laquelle ils ont lieu. Ceci est également valable lorsque la direction de la paroisse n'effectue pas ces actes elle-même.³⁶ Le cas échéant, la direction de la paroisse de domicile du demandeur doit être informée avant de donner un accord définitif.³⁷

7. Conséquences juridiques si le devoir de solidarité n'est pas rempli

Selon le paragraphe 2.4, le devoir de payer régulièrement l'impôt ecclésiastique vaut pour tout le diocèse de Bâle. Par conséquent, toute personne sortie de la corporation de droit public ecclésiastique sans avoir rejeté son appartenance à l'Église sacramentellement constituée en raison d'un cas de conscience, est tenue de continuer de remplir son devoir de solidarité. Celui ou celle qui ne le fait pas doit accepter des limitations de ses droits dans le domaine ecclésial.³⁸

7.1 Sacrement du baptême

Par le baptême de leur enfant, les parents prennent l'engagement de lui donner une éducation chrétienne et de lui donner l'exemple d'une vie chrétienne. Des parents qui ne remplissent pas leur devoir de solidarité se trouvent en contradiction flagrante avec cet engagement. S'ils souhaitent faire baptiser leur enfant, il convient de démontrer clairement que ce devoir doit être rempli. En cas de rejet clair de cette obligation, il peut apparaître conséquent de différer le baptême.

La fonction de parrain ne peut pas être confiée à une personne qui ne remplit pas son devoir de solidarité (v. can. 874 § 1). Selon le droit canonique, les parrains ne sont toutefois pas une condition au baptême (can. 872). Chaque personne présente lors de la célébration d'un baptême peut être témoin du baptême. Dans le rite du baptême, on ne demande pas aux témoins de déclarer leur disposition à faire entrer leur filleul-e dans la communauté chrétienne. En outre, ils sont inscrits dans le registre avec la mention "témoin du baptême".

7.2 Réception de sacrements par des enfants en âge de scolarité

Lorsque des parents d'enfants en âge de scolarité ne remplissent pas le devoir de solidarité, les agents pastoraux entreront en dialogue suffisamment tôt avec eux. Si l'enfant désire recevoir le sacrement, cela est possible avec l'accord des parents. Le cas échéant, il faut agir en sorte que l'enfant (et les parents) redevienne(nt) membre(s) de la corporation de droit public ecclésiastique.

7.3 Sacrement de la confirmation

Pour des adultes, recevoir le sacrement de la confirmation signifie accepter de manière claire et consciente de mener une vie chrétienne. Par conséquent, remplir son devoir de solidarité ou réintégrer la corporation de droit public ecclésiastique est une condition nécessaire pour recevoir ce sacrement.

Les catholiques qui ne remplissent pas leur devoir de solidarité ne peuvent pas être parrain ni marraine de confirmation (v. can. 892 et can. 893) ; en revanche, par analogie à la possibilité de devenir témoins de baptême, ils peuvent être acceptés comme témoins de la confirmation.

³⁶ V. Den Glauben ins Spiel bringen. Pastoraler Entwicklungsplan Bistum Basel, 3.2.4 : In wichtigen Lebenssituationen Zeichen für Gottes Gegenwart setzen.

³⁷ La personne qui préside une célébration de ce type assume elle-même la responsabilité de cette information.

³⁸ Les catholiques qui sortent de la corporation de droit public ecclésiastique sans se détourner de l'Église et qui remplissent leur devoir de solidarité (versement au fonds diocésain de solidarité) conservent les droits et devoirs propres à tous les membres de l'Église et ne sont pas concernés par la réglementation suivante.

7.4 Catéchèse

En ce qui concerne la catéchèse qui ne prépare pas à un sacrement, on procédera comme suit : Les enfants de familles qui ne remplissent pas leur devoir de solidarité peuvent participer aux rencontres, pour autant qu'on ait constaté en discutant avec eux³⁹ et leurs parents que les motivations à les suivre étaient solides.⁴⁰ Lors de tels entretiens, il convient aussi d'aider les parents à clarifier leur propre position à l'égard de la religion.⁴¹

7.5 Offices et ministères ecclésiastiques

Les catholiques qui ne remplissent pas leur devoir de solidarité ne peuvent exercer aucun office ecclésiastique.

Au cas où la personne exerce des ministères sur la base d'un mandat ecclésiastique (p. ex. lecteur, ministre auxiliaire de la communion), ce mandat prend fin lorsque le devoir de solidarité n'est pas rempli.

7.6 Funérailles religieuses

En cas de demande de funérailles religieuses pour un catholique qui n'a pas rempli son devoir de solidarité, il faut toujours demander à la famille quelle était la volonté du défunt et, en principe, la respecter.

Si la famille a demandé une célébration religieuse des funérailles en raison de ses propres liens avec l'Église, les agents pastoraux peuvent proposer une célébration d'inhumation auprès de la tombe puis une célébration de l'eucharistie ou de la Parole à l'église, respectivement dans la salle funéraire, à condition que cela ne soit pas en contradiction avec la volonté du défunt et ne cause aucun scandale public.

Au cas où des funérailles religieuses seraient en contradiction avec la volonté du défunt, ou si des funérailles religieuses causeraient un scandale public, les agents pastoraux peuvent refuser de célébrer des funérailles religieuses⁴² ou alors célébrer une simple cérémonie d'inhumation auprès de la tombe ou dans la salle funéraire de la commune. Dans un tel cas, ils tiendront compte de la situation particulière dans la forme de la célébration en renonçant, selon les cas, aux éléments spécifiquement catholiques-romains (p. ex. vêtements liturgiques, bénédiction de la tombe, rites particulièrement explicites).

Les agents pastoraux accompagneront la famille en deuil avant, pendant et après les obsèques, pour autant qu'elle le désire (p. ex. visite de deuil, accompagnement pastoral après les obsèques).

Partie D - Réglementation en matière financière

L'accomplissement de tâches pastorales et la mise à disposition des moyens nécessaires à ces tâches relèvent, dans le système de structures de notre diocèse, de domaines de compétences différents. Ils sont néanmoins étroitement liés l'un à l'autre. C'est pourquoi les solutions ne peuvent être trouvées qu'en agissant ensemble dans un esprit de partenariat.⁴³

³⁹ Il ne faut toutefois pas placer la barre trop haut ; l'appartenance à un groupe peut constituer l'impulsion qui motive la participation. Toutefois, on devrait pouvoir percevoir au moins une disposition à collaborer et un certain intérêt.

⁴⁰ Dans le canton de Soleure, la règle est la suivante : L'enseignement religieux peut être suivi durant un an à titre d'année de découverte et sans paiement de l'impôt ecclésiastique ; par la suite, on facture un tiers des impôts ecclésiastiques.

⁴¹ V. Den Glauben ins Spiel bringen. Pastoraler Entwicklungsplan Bistum Basel, 3.2.1 : Berufungen und Begabungen erkennen ; 3.2.2 : Persönliche Glaubenserfahrungen ermöglichen.

⁴² V. à ce propos le can.1184 § 1 n° 3 CIC.

⁴³ Au sujet de cette problématique et de son contexte, v. Den Glauben ins Spiel bringen. Pastoraler Entwicklungsplan Bistum Basel, 4.4.2 : In der Verwaltung der Mittel partnerschaftlich zusammenarbeiten.

Les impôts ecclésiastiques ne constituent pas en premier lieu le fondement d'un droit à recevoir des prestations de l'Église. Il s'agit bien plus d'une contribution à ce que l'Église puisse accomplir sa mission. Cette dernière ne s'adresse pas seulement aux catholiques, mais aussi à la société tout entière.⁴⁴ Il faut rendre les catholiques attentifs à cela dans les différents lieux de formation (prédication/homélie, formation des adultes, bulletin paroissial, etc.). Les autorités de droit public ecclésiastique sont appelées à sensibiliser leurs membres dans le même sens.

Pour des raisons de solidarité et de justice, l'aspect matériel de la vie ecclésiale doit être abordé et pris en considération de manière appropriée par les agents pastoraux lors de leurs entretiens avec des personnes qui se sont détournées de l'Église. Il faut faire en sorte qu'elles se réconcilient avec l'Église et redeviennent membres des corporations de droit public ecclésiastique.

A l'occasion de services pastoraux offerts pour des catholiques qui se sont détournés de l'Église, il est attendu des instances de droit public ecclésiastique une certaine générosité en fonction des cas particuliers même si, en principe, on pourrait exiger solidarité et justice.

Du côté ecclésiastique comme du côté des instances de droit public ecclésiastique, des voix s'élèvent de temps à autre pour réclamer des règlements sur les honoraires à payer pour des services pastoraux. Voici ce qu'il en est pour le diocèse de Bâle : Établir des tarifs et des règlements sur les honoraires irait à l'encontre du principe selon lequel les catholiques sont en même temps membres de la corporation de droit public ecclésiastique et contribuent aux assises matérielles de l'Église par les impôts ecclésiastiques. Le fait d'avoir des tarifs ou des règlements sur les honoraires donnerait l'impression que l'on peut remplir son devoir de contribution soit par le paiement régulier des impôts ecclésiastiques, soit par un financement de ses seuls besoins personnels. De plus, la valeur spirituelle des services pastoraux ne peut pas être définie matériellement. Pour ces différentes raisons, il n'est pas permis dans le diocèse de Bâle d'appliquer des règlements cantonaux ou locaux sur les honoraires de services pastoraux.

En ce qui concerne les services, les prestations de services et les offres de l'Église, il faut distinguer :

◆ Les services pastoraux

Ils relèvent de la compétence des agents pastoraux. Appartiennent à cette catégorie : l'administration des sacrements, les sacramentaux, les célébrations liturgiques, l'annonce et l'enseignement de la foi, la diaconie, l'utilisation des lieux consacrés.

Les institutions de droit public ecclésiastique permettent ces services en créant les conditions nécessaires à leur accomplissement. Elles n'ont la compétence de se prononcer ni sur l'octroi de services pastoraux ni sur l'utilisation des lieux consacrés.

◆ Les prestations de services administratifs et d'infrastructure

Elles relèvent de la compétence des organes de droit public ecclésiastique. Appartiennent à cette catégorie : les activités administratives, les offres des communes ecclésiastiques elles-mêmes ou d'autres organes de droit public ecclésiastique, ainsi que la mise à disposition et l'entretien de l'infrastructure. Les autorités agissent ici conformément à la réglementation de droit public ecclésiastique. Les dépenses matérielles (p.ex. participation aux frais d'électricité, de chauffage) ou pour la rétribution de personnel (p.ex. les services de conciergerie) peuvent être comptabilisées comme telles et facturées.

Pour beaucoup d'activités qui se passent dans une paroisse et une commune ecclésiastique, les aspects relevant du contenu et ceux qui relèvent des finances s'imbriquent les uns dans les autres, de sorte qu'ils ne peuvent être réglés qu'ensemble et dans un esprit de partenariat. C'est notamment le cas de la mise à disposition de bâtiments et d'installations pour des usages non cultuels. C'est pourquoi il est recommandé que la direction de la paroisse et l'autorité locale de

⁴⁴ V. Den Glauben ins Spiel bringen. Pastoraler Entwicklungsplan Bistum Basel, 3 : Uns in die Sorge Gottes für die Welt hineinnehmen lassen.

droit public ecclésiastique abordent périodiquement ensemble le sujet des changements de la situation pastorale et de leurs conséquences sur le financement de la vie de l'Église, et, inversement, celui des changements en matière de financement et d'entretien de l'infrastructure et de leurs conséquences sur la pastorale.

Promulgué par l'Évêque de Bâle le 30 septembre 2013 et mis en vigueur le 1^{er} octobre 2013.

* * *

Les exécutifs cantonaux de droit public ecclésiastique des cantons diocésains d'Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Jura, Lucerne, Schaffhouse et Thurgovie en ont pris acte et l'ont approuvé en date du 21 août 2013.

Les exécutifs cantonaux de droit public ecclésiastique des cantons diocésains de Soleure et Zoug en ont pris acte dans le sens de recommandations (sous réserve de la constitution cantonale) le 21 août 2013.

Table des matières

"Sortie d'Église"	1
Partie A - Sortie et rejet de l'appartenance : Principes	1
1. Sortie de la corporation : principes de droit public ecclésiastique.....	2
1.1 Emploi des termes	2
1.2 La qualité de membre de la corporation de droit public ecclésiastique	2
1.3 Coopération dans l'Église ("système dual").....	3
1.4 Sortie de la corporation de droit public ecclésiastique.....	3
2. Rejet de l'appartenance à l'Église sacramentellement constituée : Principes théologiques et canoniques.....	4
2.1 Emploi des termes	4
2.2 La qualité de membre de l'Église catholique-romaine	4
2.3 Rejet de l'appartenance à l'Église catholique-romaine	5
2.4 Rester dans l'Église sacramentellement constituée malgré une sortie de la corporation de droit public ecclésiastique en raison d'un cas de conscience	6
Partie B - Directives diocésaines pour le traitement des déclarations de sortie	6
3. Procédure à suivre en cas de déclaration de sortie mentionnant un rejet de l'appartenance à l'Église	7
4. Procédure à suivre en cas de déclaration de sortie de la corporation de droit public ecclésiastique uniquement.....	7
Partie C - Directives juridiques et conséquences pastorales	8
5. Le principe du souci du salut.....	8
6. Conséquences juridiques du rejet de l'appartenance à l'Église.....	9
6.1 Sacrement du baptême.....	9
6.2 Sacrement de la pénitence	10
6.3 Sacrement de l'eucharistie.....	10
6.4 Sacrement de la confirmation	10
6.5 Sacrement du mariage.....	11
6.6 Sacrement de l'onction des malades	11
6.7 Catéchèse	11
6.8 Offices et ministères ecclésiastiques	11

6.9	Funérailles religieuses	11
6.10	Une pastorale au service de tous les catholiques	11
7.	Conséquences juridiques si le devoir de solidarité n'est pas rempli	12
7.1	Sacrement du baptême.....	12
7.2	Réception de sacrements par des enfants en âge de scolarité	12
7.3	Sacrement de la confirmation	12
7.4	Catéchèse	13
7.5	Offices et ministères ecclésiastiques	13
7.6	Funérailles religieuses	13
Partie D - Réglementation en matière financière.....		13
Table des matières		16